

Le blocage de Mobutu est toujours là

Le Zaïre vit une tragédie politique où tout le monde a raison. Un théâtre des ombres ! Où Mobutu ne cesse d'évoluer de conflit en conflit et de placer la barre très haut, il est un peu aidé par Tshisekedi dont le maréchal-président a exigé le départ de la Primature. Sans froid aux yeux, il exige un autre collaborateur que le HCR doit élire pour une cohabitation sereine. Cependant, cette assemblée l'a contraint à une cohabitation forcée avec Tshisekedi.

Ce dernier, fort de sa légitimité acquise à la CNS, se moque des injonctions d'un Chef d'Etat réduit de l'inauguration des chrysanthèmes. Au contraire, il lui demande de s'impliquer aux décisions du "Grand forum" en se conformant à l'Acte de Transition et en le laissant les mains libres pour diriger son cabinet. Une amère leçon d'apprentissage politique que le maréchal-président doit difficilement avaler !

Dès lors, la transition, ponctuée d'un bras de fer sur fond du refus du billet de 5 millions de zaires, devient conflictuelle si pas tumultueuse. Le sage prélat catholique, Mgr Monsengwo s'interpose et entraîne le couple à problème vers une croisière de conciliation à Mbandaka ou à Kinshasa pour un dernier tango politique.

Est-ce que Mbandaka ou Kinshasa fera-t-il sauter le verrou du blocage démocratique ? Qui, en fait, bloque le processus démocratique au Zaïre ? Comment sortir du borborygme ? Quelles sont les tâches dévolues au cabinet de large union nationale ?

Ces questions ont été posées aux leaders politiques du Sud-Kivu dans un débat organisé par JUA. Nombreux finissent par dire que c'est Mobutu qui bloque le cheminement démocratique dans le pays. Il refuse de jeter aux orties le tralala et autres oripeaux de l'ancien système dictatorial. Il est soutenu dans sa démarche par l'ensemble de la "nomenklatura" zairoise dénommée les dinosaures. Qui cherchent à préserver les acquis et privilèges amassés pendant la Deuxième République.

Somme toute, l'ensemble de la classe politique estime que si Mobutu s'impliquait à la logique de la CNS en respectant l'Acte de Transition, et en "laissant tranquille" Tshisekedi, tout irait mieux ! Tshisekedi, à qui la Mouance reproche les trahisons sur les principes retenus lors du compromis politique de N'sele, est tenu à prendre en compte les alliances passées avec l'Union sacrée et éviter de se comporter en vainqueur des élections générales.

Voici quelques extraits des déclarations des leaders du Sud-Kivu

Me GUHANIKA :

Mobutu, seul responsable du blocage

A. Il m'est d'avis que le seul responsable du blocage actuel du processus démocratique dans notre pays est le Président Mobutu pour les raisons suivantes :

1) Il fait au départ de l'élargissement du gouvernement un préalable pour qu'il laisse fonctionner celui-ci, alors que son parti le MPR avait dès le début refusé d'en faire partie.

2) Maintenant, il demande le départ du Premier ministre sans donner les fautes que celui-ci aurait commises. Mobutu rend la transition conflictuelle en violation de la charte transitoire signée à N'sele entre la CNS et la présidence. Il refuse de s'impliquer dans la dynamique de la Conférence nationale souveraine, d'où ses diverses attitudes créent chaque jour un blocage au processus démocratique.

Le blocage du processus démocratique par le Président Mobutu date du moment où il a cherché en vain à récupérer le pouvoir dictatorial auquel il venait de mettre fin le 24 avril 1990.

C'est alors qu'il essaya d'obtenir du conseil législatif la révision de la constitution toujours à sa mesure et dès ce jour, on est allé de blocage en blocage jusqu'aux événements actuels.

B. Pour débloquent la situation actuelle de tension, il faut que Mobutu et ses complices s'impliquent dans le processus démocratique. Qu'ils changent d'échelle de valeur en devenant plus humains et plus animés de sentiment du respect de la personne humaine, de la conscience du devoir et de l'amour de la Nation et du respect du bien public.

Qu'ils sachent que les postes politiques ne doivent pas être une promotion pour ceux qui les occupent ou une source d'avantages mais bien au contraire une charge de servir les autres, une obligation de faire évoluer le pays déjà actuellement fort sinistré

à cause de la mauvaise gestion de la Seconde République.

Lorsque le Président Mobutu sera revenu à ces bons sentiments et qu'il s'impliquera effectivement dans le processus démocratique en appliquant les actes issus de la Conférence nationale souveraine et du Haut conseil de la République, alors le blocage cessera.

C. Quant aux priorités du gouvernement de transition, il me semble qu'elles devraient être :

- Le redressement économique et de la monnaie.
- Le rétablissement des réseaux de communication.
- Le relèvement de la production nationale.
- La préparation des élections démocratiques.
- L'installation complète et urgente des organes de la transition.

Bâtonnier Guhanika

B.P. 1175

76, Avenue du Lac

La Botte (banda)

Bukavu

PADDECOM :

Mobutu, Tshisekedi

et les politiciens

doivent s'humilier

1. Pour le Paddecom/Sud-Kivu, celui qui est la base de la crise actuelle est celui qui refuse de s'impliquer dans la dynamique de la CNS. Cette crise remonte à la mise sur pied du gouvernement Nguz a Karl-I-Bond et les différentes ordonnances révoquant le Premier ministre Tshisekedi et son équipe gouvernementale et le chargeant ensuite de former le gouvernement d'union nationale et le refus de ce dernier de s'y conformer.

2. Le schéma toujours proposé par le Paddecom est que les trois institutions issues de la CNS puissent arriver aux négociations dans le cadre du dialogue franc. Notre parti approuve la demande de Monseigneur Monsengwo et constate qu'il est inutile

de se lancer dans les querelles. Il va sans dire que le Président Mobutu, Premier ministre Tshisekedi et tous les acteurs politiques s'humilient, se repentissent, s'unissent et s'impliquent dans la dynamique de la démocratie, démarche amorcée par la CNS. Ils doivent arriver à cohabiter pour l'intérêt suprême de la nation. Les raisonnements trop dialectiques et la politique d'exclusion sont à écarter. C'est à ce prix qu'on pourra seulement débloquent la situation du moment. Enfin que chaque parti en présence tienne compte des droits de l'autre et concède quelque chose le sens d'une synthèse pouvant garantir l'avenir de ce pays.

3. Les priorités du gouvernement de transition est de relancer rapidement l'économie nationale par des mesures urgentes et incitatives susceptibles de permettre une reprise des activités aux fins d'atteindre à court terme le niveau de production et les stabilisations de la monnaie. Le gouvernement doit appliquer le programme tracé par la CNS (résolutions et actes) et mettre son pied les nouvelles institutions qui devront conduire la 3ème République par les élections démocratiques à tous les niveaux.

Mweze Cimusa

Président provincial du

Paddecom/Sud-Kivu

RDD :

Il y a des complices du blocage !

Le processus démocratique c'est quoi ? C'est l'accession du peuple au pouvoir ou en d'autres termes le renversement du système dictatorial du maréchal Mobutu. Qui peut empêcher au peuple d'accéder au pouvoir ? Théoriquement personne. Qui peut conserver le système dictatorial du maréchal Mobutu ? La réponse est claire. Mobutu d'abord et ses semblables ensuite.

Mobutu est encore là. Qui l'a maintenu au pouvoir alors qu'il était démissionnaire depuis le 24 avril 1990 ? La peur de l'Assemblée nationale et celle de la Cour suprême de justice dont le Président avait reçu le serment de Mobutu en tant que Président élu du MPR qui devenait du coup Président de la République depuis le 4 décembre 1984 ensuite. En dernière analyse il y a la peur de la CNS qui lui a octroyé gratuitement deux ans de présidence pendant la transition. C'est facile de dire que c'est Mobutu qui bloque le processus démocratique. Ceux qui se sont engagés à lui octroyer une transition conflictuelle et qui commencent maintenant à démonétiser sa monnaie sont aussi complices de ce blocage. Le processus démocratique ce n'est pas seulement la Conférence nationale ou les élections post-conférence, c'est la participation effective du peuple au pouvoir : la référence permanente à la base.

Cette situation est provoquée par la circulation des billets de 5.000.000Z. Nous proposons que Tshisekedi annule son décret démonétisant le billet de 5.000.000 moyennant quoi Mobutu annulerait son ordonnance le démettant comme formateur du gouvernement de salut public ou de large union nationale !

En deuxième lieu que Tshisekedi forme un gouvernement ou toutes les tendances vont se retrouver, qu'il le fasse approuver par le Haut conseil de la république pour rendre public. Tshisekedi comme Mobutu doivent

apprendre à partager le pouvoir.

Les priorités des gouvernements de transition pour sortir les pays du gouffre économique :

- l'arrêt de l'inflation en stagnant les prix des produits de première nécessité dont le carburant et les denrées alimentaires,
- le paiement régulier des salaires aussi bien de la fonction publique que les sociétés para-étatiques,
- la remise en état des infrastructures de transport et de télécommunication : réparer les routes tracées pendant la période coloniale avant de construire de nouvelles ; raccorder les téléphones et les postes rurales avant d'importer les télécelles et les fax,
- la remise en état des infrastructures sanitaires (hôpitaux, laboratoires, maternités, centres de santé, officines pharmaceutiques et j'en passe),
- réinstaurer les services d'hygiène publique principalement dans les milieux urbains (lutte contre les maladies contagieuses, contre les moustiques, constructions des égouts et des dépotoirs publics, lutte contre les constructions anarchiques, etc.,
- relancer la production par un travail régulièrement rémunéré,
- reconnaître la fonction enseignante en payant une rémunération décente à ceux qui sont chargés de former la génération de relève,
- réinstaurer la justice en faisant en sorte que les magistrats et leurs auxiliaires ne soient pas des clochards,

-réinstaurer la liberté de presse et d'opinion en donnant accès libre aux médias officiels (radio, télévision,...)

Etienne Zihaliwa

Nnabushi K.C.

Conseiller politique du RDD

ANADER :

Les politiciens, toutes tendances confondues, restent acquis au statu quo

1. Plus d'un observateur avisé connaît que le Zaïre figure parmi les premiers pays africains à proclamer l'ère de la démocratie. A présent, tout est bloqué. Les politiciens de la Deuxième République, tous, peu importe leur appartenance ou regroupement en famille politique, restent directement ou indirectement acquis au statu quo.

La mouvance présidentielle, préférant se cramponner au pouvoir, bloque clairement le processus démocratique surtout à partir de l'élection de Tshisekedi au poste de Premier ministre de la transition. Parce que ses membres se présentent en mauvais conseillers du Président de la République. Ce qui explique le conflit et l'impasse politique que connaît le Zaïre.

2. Pour débloquent ce climat de
(Suite en page 12)

Biringanine de l'UDPS conseille d'accepter les coupures de 5 mille zaires

Chers compatriotes,

Nous sommes confrontés à beaucoup de problèmes socio-économiques générés essentiellement par la crise politique qui secoue notre pays. Certains de ces problèmes nécessitant pour être résolus, des actions d'urgence nationale. D'autres par contre peuvent trouver des solutions locales par la détermination et la bonne volonté de nous tous.

La paie de salaires est une problématique qui ne laisse plus dormir un seul instant les responsables soucieux de la sauvegarde de la paix et de la tranquillité, ainsi que de la sécurité des personnes et de leurs biens dans notre chère Province. La solution à ce problème devenu épineux est l'approvisionnement en billets de banque de nos différentes institutions financières. Ainsi la circulation libre des coupures de cinq, dix et vingt mille zaires est une solution à cette problématique.

J'exhorte donc les maisons grossistes, les banques, les services étatiques et para-étatiques, les coopecs, les boutiques, les alimentations, les magasins et marchés d'accepter sans condition aucune les petites coupures de cinq mille, dix mille et vingt mille zaires.

Je lance un appel à chacun des habitants de Bukavu en particulier et du Sud-Kivu en général, afin que la sécurité de notre Province soit assurée et garantie par tous en acceptant et en faisant accepter la circulation libre des billets de cinq mille, dix mille et vingt mille zaires.

Je sais aussi qu'il y a des opérateurs économiques, des commerçants et des négociants qui voient de mauvais oeil la baisse de taux de dollar par rapport à notre monnaie et pourtant cette baisse entraîne la baisse des prix sur notre marché. Ces compatriotes doivent cesser de manipuler dangereusement notre jeunesse en cherchant à l'opposer à d'autres opérateurs économiques nationaux et étrangers qui ont pourtant consenti des sacrifices pour la sauvegarde de la sécurité des personnes et de leurs biens ici chez nous.

Je félicite et encourage les maisons, les opérateurs économiques, les commerçants qui ont revu à la baisse le prix des marchandises compte tenu de la baisse du taux du dollar et qui ont commencé à accepter les coupures de cinq, dix et vingt mille zaires.

Si Dieu nous a créés sans notre avis, il ne nous sauvera pas sans notre concours. De même personne d'autre que nous-mêmes ne résoudra nos problèmes. Contribuons à la circulation libre des billets de cinq mille, dix mille et vingt mille zaires et le problème de la paie de salaire ainsi que la problématique de la sécurité chez nous trouveront un début de solution.

Je vous remercie

Bukavu, le 26 février 1993

Jean-Pierre Biringanine